L'Écho des Carrières
N°78-2015

Ulysse MOSSE de CARPENTRAS

Un homme très occupé

Par Bernard WEISZ

En 1959, un Juif de Sousse en Tunisie, Monsieur Erréra achète « Le Bar du Marché » situé en face de la synagogue de Carpentras. Comme tant d'autres Juifs d'Afrique du Nord il vient s'établir de l'autre côté de la Méditerranée. Très vite, il se lie d'amitié avec Blanche Mossé, figure de la cité comtadine et gardienne de la synagogue. Elle vient souvent prendre un café et surtout prendre des nouvelles de tous ces nouveaux Juifs sur lesquels elle mise pour faire repartir le culte.

En 1962, Katia, la fille de M. Erréra, épouse Alain Freund. Le mariage est célébré dans le Temple. Signe des temps : la synagogue n'est plus seulement le passage obligé des touristes. Le couple Freund, aujourd'hui très actif dans la communauté de la ville, a hérité d'un carton d'archives personnelles ayant appartenu à Blanche Mossé, plus exactement à son père Ulysse. Elle l'avait confié peu de temps avant sa mort en 1965 à cet ami qui l'avait assistée dans ses derniers moments, M. Erréra.

Ce carton est un peu la cour des miracles. Il m'a fallu pas mal de temps pour mettre de l'ordre dans cette correspondance. Mais cela en valait la peine et mes remerciements sincères vont aux Freund qui m'ont demandé d'en faire quelque chose. Alors que contient-il ? Essentiellement, mais pas seulement, les très nombreuses lettres que le « comité central d'assistance aux émigrants juifs », rue Bassano puis rue de la Durance à Paris, a adressées du 4 mai 1928 au 30 juin 1931 à Ulysse Mossé. Cet organisme affilié à « l'association pour l'émigration HIAS-JCA-EMIGDIRECT » (HIAS : société d'aide à l'émigrant hébreu. JCA : association de colonisation juive) est une institution de première importance pour ces Juifs de l'Est qui voulaient changer leur vie.

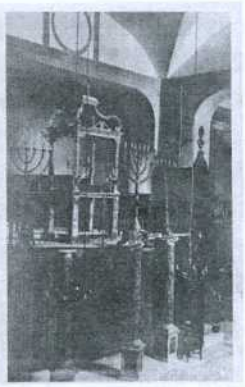
Mais en quoi Ulysse Mossé, Juif du Pape devant l'Eternel, était-il concerné par cette histoire de Juifs ashkénazes, pour la plupart polonais, voyageurs sans autres ressources que la force de leurs bras.

A cette époque Ulysse Mossé qui a largement dépassé la soixantaine, tient avec sa fille Blanche un commerce de verrerie et de

Ulysse Mossé est né le 30 mars 1863 à Carpentras au 6, rue de la Muse. Il sera gardien de la synagogue. Il est le fils de Salomon Mossé, gardien de la synagogue et marchand colporteur, et de Nerthe Crémieux, tailleuse d'habits.

Le 26 octobre 1887 Ulysse épouse à Carpentras Adèle Bloch née le 8 mai 1868 à Carpentras, fille de Jérôme Bloch, receveur d'octroi, et de Joséphine Esther Carcassonne, marchande de journaux. De leur union naitra Blanche Mossé, gardienne de la synagogue. Une dynastie ! Ces données généalogiques m'ont été transmises par Jean-François Delmas, directeur de l'Inguimbertine, avec son amabilité coutumière.

faïence dans la maison qu'ils louent « place de la Fontaine de l'Ange ». Peut-être poursuit-il depuis la guerre de 14 sa relation avec les messageries Hachette pour la distribution des journaux dans les villages. Mais ce sont surtout la synagogue et le cimetière qui occupent une bonne partie de son temps. Il est en lien direct avec le « comité de sauvegarde des synagogues comtadines » dont le président d'honneur est le Grand Rabbin de France Israël Lévi.



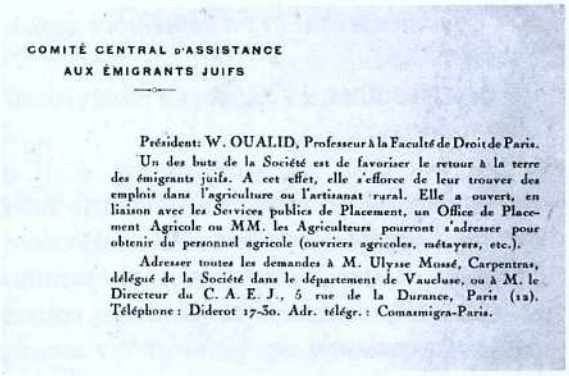
Intérieur de la synagogue de Carpentras éditée en carte postale. Elle date de 1931. Fonds Ulysse MOSSE Synagogue Carpentras

Dans sa lettre du 17 janvier 1930, Madame Alphen, la trésorière du Comité, lui annonce sa venue à Carpentras le dimanche 25 janvier. Elle écrit : « *J'apporterai une plaque de marbre sur laquelle sont gravés des inscriptions et des dates ; je voudrais la faire fixer sur le mur extérieur, à la droite de la porte d'entrée (de la synagogue). Pourriez-vous prévenir un maçon qui viendrait avec du ciment et 4 fiches de bois pour la fixer au mur.* ». Elle précise qu'elle apportera quatre clous de bronze et donne des détails sur la pose à effectuer dans le torchis de la façade, croquis à l'appui. Elle ajoute : « *J'espère que les lustres ont été remis en place, et que tout l'intérieur est en bon état. Vous pouvez me répondre 51 rue Dumond d'Urville, Paris, 16ème arrondissement, d'où je ne partirai que le jeudi 23 prochain. . Salutations empressées.* ». A cette date la synagogue est classée monument historique et la lettre semble indiquer que des réparations ont été entreprises.

La même année, en novembre, le « Touring club de France » adresse au « syndicat d'initiatives » de Carpentras (qui fait suivre à Ulysse Mossé) un courrier où il exprime son besoin pour sa revue « d'une série de photographies des synagogues de Cavaillon et de Carpentras, vues d'ensemble, de détail, intérieures et extérieures. » Mais Ulysse Mossé est aussi sollicité par des coreligionnaires. C'est ainsi que Blonde Lucas, 20 Grande Rue à Montpellier, dans une missive bordée de noir, écrit : « *Je vous adresse ci-joint un billet de 5 francs pour mettre au Temple une lampe en mémoire de ma chère maman. Elle nous a laissés pour toujours le 16 janvier 1929. Il y aura un an jeudi.* ». Elle renouvelle son geste le 3 mai 1931 : « *Je vous envoie 5 francs en mémoire de Daniel mon frère mort de 5 mai 1911 pour lui mettre une lampe au Temple.* ». C'est aussi le cas de la veuve de Raoul Crémieux, 61 boulevard de la Madeleine à Marseille, dans sa lettre du 8 septembre 1930 : « *Je pense que vous avez fait les réparations et planté les cyprès au tombeau de mes pauvres parents, ...* ». Ce qu'il faut aussi souligner c'est le ton extrêmement amical de ces lettres où l'on s'inquiète de la santé d'Ulysse et où sa fille Blanche n'est jamais oubliée.

D'autres Juifs de passage comme M. et Mme Georges Hertz de Strasbourg lui adressent leur excellent souvenir de cette halte à Carpentras où ils louent son action pour « *cette vieille maison juive que vous avez restaurée avec tant d'adresse et de respect.* ». Il reçoit également des demandes d'informations circonstanciées de la part du responsable de la revue « L'Univers Israélite » qui s'enquiert de savoir si « *un bel office est prévu pour Kippour.* » Il faut croire qu'Ulysse, qui possédait une bonne plume (son historique de la présence juive à Carpentras le démontre) n'était pas avare de réponses. La renommée de ses compétences

portait loin puisqu'un libraire de Paris, Gustave Lipschutz, 4 place de l'Odéon, lui écrit le 13 mai 1931 : « *Je serai à Carpentras entre le 20 et le 25 mai. Je compte vous rendre visite et je serais très heureux, si vous connaissez l'existence de livres hébreux à vendre, de bien vouloir me les signaler, afin que je puisse les voir, soit chez vous, soit chez les particuliers auxquels ils appartiennent.* ».



COMITÉ CENTRAL D'ASSISTANCE
AUX ÉMIGRANTS JUIFS

Président: W. OUALID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Un des buts de la Société est de favoriser le retour à la terre des émigrants juifs. A cet effet, elle s'efforce de leur trouver des emplois dans l'agriculture ou l'artisanat rural. Elle a ouvert, en liaison avec les Services publics de Placement, un Office de Placement Agricole où MM. les Agriculteurs pourront s'adresser pour obtenir du personnel agricole (ouvriers agricoles, métayers, etc.).

Adresser toutes les demandes à M. Ulysse Mossé, Carpentras, délégué de la Société dans le département de Vaucluse, ou à M. le Directeur du C. A. E. J., 5 rue de la Durance, Paris (12). Téléphone : Diderot 17-30. Adr. télégr. : Comasmigra-Paris.

Fonds Ulysse MOSSE Synagogue Carpentras

Venons-en à présent à la collaboration d'Ulysse Mossé avec le comité central d'assistance aux émigrants juifs. Quand a-t-elle commencé ? La première lettre qu'il reçoit, datée du 4 mai 1928, signée du directeur R. Grinberg, commence ainsi : « *Notre secrétaire, Monsieur Alexandre Trocki, nous a écrit combien précieux était le concours que vous aviez bien voulu lui prêter et que ce n'est que grâce à ce concours qu'il avait pu obtenir quelques résultats. Nous ne manquerons pas, à la prochaine séance de notre Bureau, de porter à la connaissance de ses membres ce que vous avez fait pour notre Œuvre, et nous sommes sûrs d'être son interprète en vous remerciant sincèrement. Nous attendons le retour de notre secrétaire pour pouvoir tracer le plan de notre travail en Vaucluse, en vue de recruter de nouveaux contrats et aussi organiser un service d'inspection pour les ouvriers placés. Nous nous permettrons de vous parler ultérieurement de cette question et d'envisager avec vous la réalisation de ce projet...* ».

Précisons que ce carton d'archives personnelles ne contient que les lettres envoyées par le Comité. Les réponses d'Ulysse Mossé n'y figurent pas. Cependant ces lettres suffisent à mesurer l'ampleur des démarches déployées par Ulysse auprès des agriculteurs, pépiniéristes, viticulteurs pour trouver des contrats d'embauche. La lettre du 15 mai 1928 indique que les correspondants du Comité en Pologne signalent « *une quinzaine d'excellents candidats. Pour les faire venir il faut compter trois semaines. Espérez-vous pouvoir en placer dans votre région ?* » Ces termes nous apprennent qu'Ulysse Mossé a déjà développé une large prospection. Mais on ignore depuis quand. Des lettres manquent pour savoir à quelle date exacte a débuté la collaboration. La lettre du 16 mai, signée du secrétaire général, donne d'utiles renseignements. Il faut la reproduire intégralement :

« *A la dernière séance de notre Bureau, Notre collaborateur monsieur Alexandre Trocki nous a rendu compte de son voyage en Vaucluse et nous a parlé du précieux concours que vous avez bien voulu lui prêter dans l'accomplissement de sa mission. Personnellement, je connaissais depuis mon voyage en Vaucluse votre dévouement à notre Œuvre de placement agricole et je ne manquais aucune occasion d'en parler à mes collègues du Bureau. Aussi, ces derniers étaient-ils déjà renseignés sur l'activité déployée par vous jusqu'à présent, et nous avons été unanimes pour en exprimer notre vive gratitude.*

Etant donné que nous espérons pouvoir développer l'œuvre de placement agricole dans votre région, nous avons pensé que nous ne devions pas abuser de votre temps, en ayant recours, ainsi que nous l'avons fait jusqu'à présent, à votre concours gracieux. Dans cet ordre d'idées, nous nous permettons de vous proposer une petite mensualité de deux cents francs, pour vous dédommager de la perte de temps que vous occasionneraient les démarches en faveur

de nos protégés. Il est entendu que nous paierons également vos frais de correspondance et de déplacement.

En vous proposant cette petite indemnité, nous ne croyons nullement nous acquitter envers vous, mais nous le faisons par simple équité, ne voulant pas abuser de votre temps. ».

L'affaire prend une telle ampleur qu'il n'est donc plus possible de rester dans le cadre d'un bénévolat. Modique, cette rémunération passera à 300 francs l'année suivante et à 400 francs en janvier 1930. La somme n'a rien d'exorbitant. A titre de comparaison, les quittances de loyer d'Ulysse et Blanche Mossé indiquent une somme de 200 francs par mois. Et sachons que le salaire mensuel d'un ouvrier agricole est de l'ordre de 300 francs.

Rien ne dit combien dura la période de bénévolat. Elle n'a pas dû être brève puisque le succès était au rendez-vous. Gardons-nous d'oublier cependant que nous sommes dans les années 20 et 30. La France des paysans n'est pas travaillée par l'exode rural. La terre et son labeur façonnent le paysage social. Et ceci est encore plus vrai dans la zone d'intervention d'Ulysse Mossé. Il n'empêche, c'est un festival de noms de propriétaires terriens qui parcourent la correspondance : Fenouil, Benoît, Salignon, Vaton, Gaillet, Moynier, Tronc, Louis, Jean, Brémond, Marcellin, Prédazzini, Tramier, Mandon, Bonfils, Chiron, Fabre, Delaye, Comte, Ceccarini… Et mieux encore, on voyage avec Ulysse. On le suit à : Cabannes, Mornas, Sarrians, Entrechaux, Puyméras, Gigondas, Vaison, Gordes, Orange, Arles, Saint-Rémy, Lafare, Faucon, Saint-Andiol, Avignon, Tarascon, Venasque… D'autres sonorités venues d'un grand ailleurs jaillissent de ces lignes. Elles ont pour noms : Kaluszyner, Morgenstern, Machking, Back, Pinkas, Klein, Bonk, Sztajnberg, Rabinovitch, Wainet, Krivitzcky, Jaroslaw, Appelbaum, Szenicer, Tainowiez, Szapir, Stas-zowski, Mironer, Pukin… Les immigrés ne sont pas qu'africains.

Ce qui frappe également c'est l'énergie réclamée par le comité. Une note du 28 août 1928 précise : « *Il avait été convenu que nous placerions dans la région de Carpentras, au cours de l'automne de cette année, 30 ouvriers agricoles célibataires et une dizaine de ménages d'ouvriers agricoles originaires de Pologne. La collecte devait être effectuée avant la fin septembre…* ».

Le 31 décembre 1929, R. Grinberg écrit à Ulysse Mossé :

« *J'aimerais bien savoir comment s'est effectuée l'arrivée du convoi de 28 ouvriers à Arles et si ces ouvriers ont pu rejoindre leurs employeurs le jour-même. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me donner tous les détails concernant ce convoi par un très prochain courrier. Je vous prie également de me dire si vous avez pu vous entretenir avec ces messieurs sur la possibilité d'obtenir de nouveaux contrats, car, ainsi que je vous l'ai écrit récemment, nous en avons besoin d'un grand nombre…* ».

Le 6 janvier 1930, le directeur du comité revient à la charge :

« … *Veuillez noter également que j'ai l'intention de me rendre d'ici huit à dix jours dans le Vaucluse en vue de recueillir des contrats agricoles en grand nombre, ainsi que je vous l'ai fait prévoir. Je vous serais obligé de me faire savoir, dès que possible, quelles sont les possibilités actuelles de placement dans le Vaucluse, afin qu'à mon arrivée je sache comment organiser mes déplacements.* ».

Le 8 janvier, Grinberg enfonce le clou :

«*Pour obtenir le plus grand rendement de ce voyage, il faut l'organiser à l'avance et notamment établir l'itinéraire de façon que nous puissions visiter les propriétés où nous*

avons le plus de chance d'avoir des contrats. Veuillez donc avoir l'obligeance de me faire parvenir aussitôt que possible un plan détaillé de tournées. En particulier veuillez étudier la possibilité de quelques explorations du côté de Gordes, de même que dans la partie du Vaucluse limitrophe des Bouches-du-Rhône. Autant que possible, je voudrais partir d'ici à la fin de la semaine prochaine, soit le vendredi 17 courant, pour commencer la journée par une visite à Arles... ».

Le 14 mars, Grinberg remet le couvert :

« *... Je me propose de venir ces jours-ci dans le Midi en vue de la collecte de contrats. Que pensez-vous sur la meilleure manière d'organiser une tournée ? Je ne vous cache pas que la question des nouveaux contrats à recueillir me préoccupe beaucoup actuellement, étant donné surtout que les possibilités de nous en procurer dans le Sud-ouest, que nous envisagions il y a quelque temps, n'existent plus pour le moment en raison des inondations et des dévastations subies par cette région...* ».

Il faut croire qu'Ulysse Mossé n'a cessé d'être sur la brèche puisque le comité décide de lui verser 800 francs « *dont 400 francs à titre de rémunération pour le mois d'avril et le reste pour rémunération spéciale à l'occasion des deux dernières tournées que vous avez faites...* ». Et lorsqu'en octobre de la même année, alors que le comité traverse une mauvaise passe financière, R. Grinberg, à la veille de quitter ses fonctions, envisage un dernier voyage pour « *recueillir un certain nombre de contrats pour les ouvriers agricoles déjà enregistrés depuis longtemps en Pologne et envers lesquels la HJCEM se trouve engagée...* », il tient à préciser dans son courrier : « *Monsieur Oualid (le président du comité) m'a parlé de son entretien avec vous. Il se félicite lui aussi du précieux collaborateur que nous avons trouvé en votre personne. Si difficile que soit la situation financière de notre comité, il est certain que nous continuerons à avoir recours à vos services et le poste du budget relatif à votre traitement est maintenu...* ».

Ce flux de demandes de placement ne s'est pas interrompu puisque le 24 février 1931, dernière année de la correspondance avec Ulysse Mossé, le secrétaire du comité, M. Melamède, lui écrit : « *Excusez-nous si nous vous importunons trop souvent pour des questions de placement. Mais depuis quelque temps, nous sommes continuellement assaillis de demandes d'emplois agricoles...* ».

Parmi ces lettres, il en est qui s'éloignent de toute tonalité administrative, marqueur inévitable, leurs auteurs sont les paysans eux-mêmes. C'est ainsi que le 28 décembre 1929 Léon Viens de Lagnes écrit à Ulysse Mossé : « *Si vous pouvez me faire venir le jeune polonais en question d'ici le 15 janvier, je lui donnerai 300 francs par mois, mais avertissez-le qu'il travaillera le dimanche en matinée jusqu'à onze heures, car je sais que dans les grands mas des environs d'Arles ils ne travaillent pas le dimanche.* » Etienne Cecarini d'Arles, propriétaire de plusieurs exploitations agricoles et vinicoles, a le parler local, presque complice avec Ulysse Mossé (lettre du 15 janvier 1930) : « *Suivant les offres que vous m'avez faites je viens vous demander si vous n'auriez pas disponible un brave garçon pour ma ferme du grau du Roi où ils ne sont que deux ouvriers et le patron et où tout se passe comme en famille. Il faut mettre la main à tout, on lui donnerait pour commencer 300 francs par mois, très bien nourri et bon...* ». Lucien Grange, vigneron, domaine d'Aigueville à Uchaux, n'hésite pas à renouveler son offre auprès d'Ulysse dans une lettre du 4 février 1930 : « *Ayant été satisfait des deux émigrants juifs qui doivent partir à la fin de ce mois, nous serions désireux que vous nous les remplaciez. Veuillez avoir l'obligeance de nous envoyer deux de ces ouvriers agricoles sachant labourer, les premiers jours de mars si possible...* » Pour

un peu compléter cette rapide recension des relations qu'Ulysse Mossé entretient avec les employeurs, citons la lettre du 1er mai 1930 que R. Pichat lui envoie d'Avignon : « *Je vous serais obligé de me faire connaître dans quelles conditions, il me serait possible de faire venir, pour ma propriété de Tarascon, un premier-charretier, connaissant bien les chevaux, les soins à leur donner, le travail avec les bêtes...* ».

Il ne faut pourtant pas croire que tout est idyllique dans cette histoire. Il y a des incidents climatiques qui conduisent à liquider le personnel. Un pépiniériste d'Orange, la maison « Veuve Fouquet et fils », écrit le 11 septembre 1930 à Ulysse Mossé : « *Nous avons été grêlés d'une façon sérieuse, nous ne comptions pas au début qu'il y ait tant de mal mais la chose est allée en s'empirant. Tous nos arbres ont été touchés, écorchés par les grêlons et les plaies se sont agrandies à mesure que l'arbre a poussé. De ce fait nous ne pourrons vendre aucune marchandise ...* ».
Mais il y a surtout des patrons mécontents et qui le font savoir. M. Bellicard, Château de Piot à Avignon, dit ouvertement que « *l'ouvrier Turk Leib ne fait pas son affaire, cet ouvrier n'ayant aucune connaissance agricole*». Dans sa lettre à Mossé du 11 juin 1930 R. Grinberg écrit : « *Je ne doute pas de la bonne volonté de l'ouvrier, mais je regrette de m'être fié à son certificat de travail, émis par un agriculteur en Pologne, et de l'avoir envoyé chez M. Bellicard qui a besoin d'un ouvrier qualifié...* ». Parfois des propriétaires se lâchent auprès de Mossé. Elie Coulet, du mas de la Baume à Domazan, n'a rien d'un tendre : « *L'ouvrier polonais que vous m'avez amené hier ne restera pas longtemps chez moi et je vous serais reconnaissant de m'en débarrasser au plus tôt. Monsieur Grinberg m'avait promis des ouvriers agriculteurs. Celui-ci est distillateur. Il n'a jamais touché une pioche et s'est révélé incapable et sans courage. Cet après-midi il nous a déclaré que le travail était trop difficile et qu'il ne pouvait pas le faire. Il s'agissait seulement de nettoyer à la pioche le pied des souches, et même sans habitude de ce travail il suffit de bonne volonté.* » Même mécontentement chez M. Moynier à Orange. Dans sa lettre du 12 juin 1928, Grinberg écrit : « *Le nommé Morgenstern ne lui donne pas satisfaction et Moynier nous demande de le reprendre dans les plus brefs délais...* ».

A côté de ces employeurs qui ne mâchent pas leurs mots, nos Juifs polonais n'ont pas les mêmes armes pour faire connaître leurs doléances. Plusieurs lettres font état d'une vie qui n'est pas toujours rose. Une dizaine d'ouvriers du château de Liman à Mornas « *ne sont pas contents ni de leur travail, ni des conditions de vie, la nourriture et le logement étant, paraît-il, malsains* ». Dans ce même mois de juillet 1928, on apprend que les ouvriers Klein et Szenicer « *ont quitté leur emploi chez Monsieur Benoît. Ils nous écrivent que le travail était trop dur, qu'on les faisait aussi travailler le dimanche, que la nourriture n'était pas suffisante ...* ». Récrimination analogue pour les quatre ouvriers travaillant chez Louis Tronc à Sarrians, « *les ouvriers se plaignent de la dureté du travail, des conditions défectueuses de logement et de l'insuffisance de la nourriture ...* ». Nourriture, logement, conditions de travail reviennent comme un leitmotiv. On peut citer encore Szil Basz chez Henri Comte à Peaudure (gare le Sambuc) qui semble être le porte-parole d'une vingtaine d'ouvriers (lettre du 30 janvier 1930). Ou encore Kahan chez Elie Coulet où la configuration parait être identique (lettre du 16 juin 1930). Citons encore le cas de Lewkovitch chez la veuve Lieutard à Graveson (lettre du 17 août 1930) : « *Cet ouvrier est, en effet, venu à Paris, mais pas pour y rejoindre sa femme et ses enfants, ainsi qu'il l'avait dit à sa patronne. En réalité Lewkovitch a été délégué par ses camarades pour nous entretenir des conditions impossibles de leur emploi et surtout de la mauvaise nourriture qui leur aurait été fournie...* ».

A chaque fois Grinberg prie Mossé de se rendre sur les lieux pour enquêter. A Graveson, il lui conseille même de se faire accompagner par une personne parlant le yiddish. Il ne semble pas douteux que des problèmes ont surgi, une lettre fait même état d'un contremaître qui va jusqu'à frapper. Mais dans son solide rapport au comité, daté du 26 avril 1930 (sur lequel nous allons revenir tant ses conclusions sont pesées) R. Grinberg écrit : « *les ouvriers ont profité de la réunion d'Avignon (pour le Séder de Pâque, Ulysse Mossé a réussi à réunir la presque totalité des Juifs polonais) pour présenter chacun leurs doléances et réclamations, voire les plaintes, contre tel employeur ou régisseur. Il est avéré qu'un grand nombre de malentendus entre nos ouvriers et leurs patrons provient de l'état de dépaysement dans lequel se trouvent nos protégés, de leur ignorance de la langue et des coutumes du pays, de même que de l'incompréhension par les patrons de la mentalité d'une main-d'œuvre à laquelle ils ne sont pas encore habitués. Aussi, avons-nous pu constater que les réclamations les plus nombreuses et les plus véhémentes émanent des ouvriers qui ne sont en France que depuis peu de temps, et que par contre les « anciens », ayant pris l'habitude et acquis une connaissance suffisante de la langue et du pays, sont les premiers à prêcher la modération à leurs nouveaux camarades, et à les inciter à la persévérance. Il ne faut certes pas négliger les réclamations justifiées, notamment contre les mauvais traitements que quelques-uns de nos protégés, heureusement peu nombreux, ont subis de la part soit de leur employeur, soit de leurs camarades de travail, non-juifs (pour la plupart étrangers eux-mêmes). Tout en s'abstenant d'immixtions dans les démêlés éventuels entre patrons et ouvriers, le comité doit prêter une oreille attentive aux doléances des uns et des autres et veiller à ce que nos protégés ne subissent aucun préjudice en tant qu'étrangers ou juifs.* ».

La question de l'organisation des fêtes juives, si instructive sur bien des plans, est récurrente durant toutes les années que couvre cette correspondance. Le sujet de leur tenue est débattu au sein du comité dès le mois d'août 1928. En septembre, le rabbin Scialtiel d'Avignon déconseille de demander auprès des employeurs une dispense de trois jours pour le jour du Grand-Pardon, mais de s'en tenir à une seule journée pour ne pas subir un échec. En revanche pour le Séder de Pâque, le Consistoire central appuie le projet d'organiser une solennité où tous ces jeunes polonais seraient réunis, soit à Arles, Avignon ou Carpentras. C'est finalement Avignon qui est choisie.

Dans son rapport du 26 avril 1930, R. Grinberg se penche longuement sur ce thème : «*On n'insistera jamais trop sur l'importance de l'assistance morale que notre Comité est appelé à prêter aux ouvriers agricoles placés par ses soins en France. Avant que nos protégés arrivent à prendre pied dans ce pays et à se créer un milieu approprié aux fonctions sociales qu'ils doivent remplir, aussi bien qu'aux aspirations morales dont ils sont animés, le Comité aura à leur prodiguer des attentions et des soins qui doivent combler le vide créé dans leur vie par l'éloignement de leur pays, de leur famille et de tout l'entourage de leur existence antérieure.*

Pour remédier dans une certaine mesure à l'état d'isolement auquel les ouvriers sont réduits par la nature même du travail agricole, le comité s'est efforcé jusqu'à présent d'utiliser les grandes fêtes juives et de réunir dans un centre le plus approché de leur travail tous ses protégés qui ont pu se rendre libres. Cette fois-ci, un don généreux obtenu grâce au concours bienveillant de Monsieur Israël Lévi, Grand Rabbin de France, nous a permis de réunir à Avignon pour le premier Séder (le 12 avril) la presque totalité de nos ouvriers du midi de la France. Réunis dans la vieille cité comtadine, où jadis florissait le judaïsme, cette

jeunesse laborieuse, venue des pays de l'Europe Orientale en France pour s'y créer une nouvelle patrie, donnait l'image réconfortante d'une greffe chargée des plus belles espérances d'avenir.

La belle cérémonie qui s'est déroulée d'abord au Temple d'Avignon, ensuite au restaurant où fut donné le Séder, a laissé une forte impression sur les ouvriers et la tenue admirable de ces derniers impressionna également les quelques notabilités de la Communauté qui ont bien voulu y assister, notamment Monsieur Valabrègue, président, et Monsieur Scialtiel, rabbin de la Cultuelle d'Avignon. »

L'année suivante Ulysse Mossé est chargé à nouveau d'organiser un Séder. Il pose ses conditions dans une lettre à l'en-tête de la Brasserie de l'Horloge à Avignon (une lettre rarissime, écrite de sa main. Le papier est en très mauvais état). Le crédit en 1931 n'étant que de 1500 francs assignés par le Grand Rabbin de France, il ne peut assurer qu'un repas après s'être mis d'accord avec M. Decavata, le propriétaire du restaurant. Il insiste sur le fait que les participants devront prendre à leur charge leurs frais de voyage et la dépense d'une chambre d'hôtel, s'ils veulent coucher à Avignon. Enfin, il renvoie au Comité la responsabilité de l'achat des mazots et leur acheminement sur Avignon. Il faut croire que là encore l'opération s'est quand même bien passée puisqu'un reçu fait état de 77 personnes ayant participé au « banquet » contre 91 l'année dernière.

Une autre question, lancinante, ne manque pas d'être posée au lecteur d'aujourd'hui. Ces Juifs polonais voulaient-ils vraiment devenir agriculteurs ? Grinberg le pense après s'être entretenu individuellement avec chacun d'eux. Il écrit dans son rapport : « *Les ouvriers semblent être animés des meilleures intentions quant au travail agricole, à condition, toutefois, que leur accès au métayage, au fermage ou à la petite propriété, lorsque les circonstances* objectives *s'y prêterons, devienne possible...* ». Il cite en exemple « *la présence des frères Machking à la réunion d'Avignon, les premiers métayers juifs de la région, a été comme une réclame vivante pour notre œuvre de placement agricole.* ». Pourtant il est permis d'en douter. Non pour les « haloutzim », une petite minorité, candidats à l'émigration en Palestine, qui souhaitent acquérir en France des compétences qui seront plus tard utiles à ces pionniers. Pour les autres, une lettre de l'étudiant R. Rabinzon, datée du 29 décembre 1929, sème le trouble. Il a accompagné un groupe depuis Strasbourg à Arles où Ulysse Mossé les attendait, et son sentiment est que « *l'agriculture n'était qu'un prétexte et lorsqu'une occasion favorable se présentera, ils vont quitter leur patron et vont chercher une autre situation.* ». Cette persuasion lui vient du fait qu'il a été véritablement assiégé par les ouvriers qui lui ont demandé des renseignements sur les possibilités de travail en France.

Un autre élément qui, lui, ne doit rien à l'intuition, se trouve douze ans plus tard dans l'état nominatif des Juifs du Vaucluse, recensement effectué par les lois de Vichy. Il n'y a qu'Estryn à Venasque, les frères Machking à Vaison et Rosenman à Carpentras pour se déclarer cultivateurs. D'autres ont pris des chemins différents comme Stelzer devenu ouvrier plâtrier à Mormoiron ou Kurlandcyk marchand forain à Avignon. On apprend par ailleurs dans une lettre du 25 septembre 1930 que Grinberg s'est entretenu avec Ulysse Mossé de l'installation soulevée par le rabbin Scialtiel dans « l'Univers Israélite », d'artisans et de commerçants juifs dans le Midi.

Il est un autre sujet qui prend l'allure de l'évidence. C'est la volonté de lutter contre la dislocation de la famille. Prenons l'exemple emblématique de Mironer Szulin. Arrivé à Carpentras dès août 1928, « *cet ouvrier a, en Pologne, une femme et trois enfants. Il serait désireux, si la chose était possible, de les faire venir car sa femme*

pourrait travailler également dans une ferme. ». Deux années plus tard la situation a évolué puisque dans son rapport d'avril 1930, Grinberg évoque « *une stabilisation relative à laquelle est arrivée notre main d'œuvre suite à la concentration familiale de nos protégés. Nombreux sont actuellement les ouvriers placés par nos soins dans l'agriculture qui obtiennent soit de leur patron, soit dans le voisinage de ce dernier, des contrats d'introduction agricoles pour les membres de leur famille restés dans le pays d'origine.* ».

Le désir de l'ancrage en France est manifeste. Désir parfois contrarié par les autorités administratives tatillonnes sur la légalité. Contrat, visa, obtention de la carte d'identité … la régularisation de la situation d'étranger ignore les petits arrangements. Position fragile, à la merci d'un fonctionnaire zélé comme le directeur de l'Office de Placement d'Avignon qui se dit en mesure de procurer aux employeurs des Français, ce qui revient à écarter les immigrés juifs. Là encore Ulysse Mossé se bat comme un lion. Comme le recommande Grinberg dans sa lettre du 9 décembre 1930, il intervient avec son coreligionnaire M. Zermati, président du Comité de Marseille et ancien chef de cabinet du préfet, auprès de M. Mertrud, directeur de la main-d'œuvre étrangère, pour aplanir les difficultés. A coup sûr, les descendants actuels de ces juifs polonais ignorent qu'Ulysse, ce Juif du Pape, a débroussaillé leur destin. On pense à Françoise Sagan qui écrivait : «*On ne sait pas ce que le passé nous réserve !* ». Quant à la motivation profonde d'Ulysse Mossé, elle est limpide. Cet homme était ravagé par la vision de sa ville réduite à une poignée de Juifs. La repeupler d'Israélites était son vœu le plus cher.

La dernière pièce de ce carton d'archives est bizarrement une ordonnance médicale, datée du 18 août 1931. Celle que le docteur Corbier, 4 rue Piquepeyre à Carpentras, prescrit à Ulysse Mossé. Peut-être nous dit-elle quelque chose sur le surmenage de cet homme déjà âgé pour l'époque, ou encore d'une maladie qui lui sera plus tard fatale. Je la reproduis :

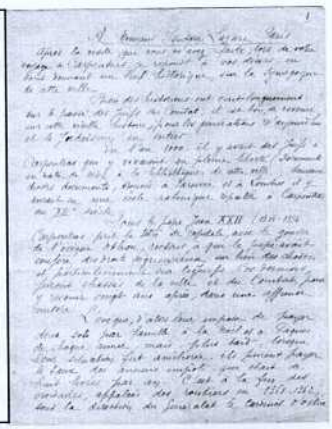
« *Repos moral. Pas de contrariétés, pas d'ennuis.*
Pas de café, pas de vin, eaux gazeuses (Evian ou Vittel permis).
Prendre le matin à jeun, à midi et le soir (1/2 heure avant le repas)
Une infusion légère anémone pulsatile – 100 jours
Et prendre en même temps une cuillerée à café
Vériseltine – 1 flacon. »

Son décès ne figure pas dans les registres de Carpentras, en revanche le relevé topographique de l'emplacement des tombes du cimetière de Carpentras (auteur J.P. Bernard avril-mai 1998) donne la date de sa mort : le 31 octobre 1932.

3 Juifs polonais introduits par Ulysse Mossé avant d'atterrir en Palestine. Ils n'ont pas oublié. Au dos de la photo, on peut lire : « *Une bonne année pour la famille Mossé de Segall, Neuman et Doktor. Ness-Zryona (Palestine) le 10 septembre 1930* ». Fonds Ulysse MOSSE Synagogue Carpentras

Bernard WEISZ

C'est un des très rares écrits d'Ulysse Mossé *(transcrit dans son intégralité avec l'orthographe et la ponctuation originelles, dans l'encadré ci-dessous)* retrouvé dans ce carton d'archives personnelles. Pour un correspondant à Paris, Isidore Lazare, il établit « *un bref historique* » de la synagogue. C'est aussi un document qui ne manque pas d'érudition sur la présence juive dans la cité comtadine. Ce gardien de synagogue avait des lettres. Cet amoureux de Carpentras la juive portait aussi une blessure : cette communauté n'était plus que l'ombre d'elle-même à l'heure où il prend la plume. Fonds Ulysse MOSSE Synagogue Carpentras



« *A Monsieur Isidore Lazare, Paris*

Après la visite, que vous m'avez faite, lors de votre voyage à Carpentras, je réponds à vos désirs en vous donnant un bref historique, sur la synagogue de cette ville.

Bien des historiens ont écrit longuement sur le passé des juifs du Comtat ; il est bon, de revenir sur cette vieille histoire, pour les générations d'aujourd'hui et le Judaïsme en entier.

En l'an 1000 il y avait des Juifs à Carpentras qui y vivaient en pleine liberté (Documents en date de 1042 à la bibliothèque de cette ville). Suivant divers documents, trouvés à Varsovie et à Londres il y aurait eu une école rabinique (sic) *réputée à Carpentras au XXIIe siècle.*

Sous le pape Jean XXII (1316-1334) Carpentras prit le titre de capitale, avec le gouvernement de l'évêque Othon, recteur, à qui le pape avait conféré, des droits seigneuriaux sur bien des choses, et particulièrement sur les Juifs. Ces derniers furent chassés de la ville et du Comtat, pour y revenir vingt ans après, dans une affreuse misère.

L'évêque, d'alors leur imposa de payer deux sols par famille, à la Noël et à Pâques de chaque année, mais, plus tard, lorsque leur situation fut améliorée, ils purent payer le taux des anciens impôts, qui était de huit livres par an. C'est à la fin des croisades, appelées des routiers en 1361-1362, sous la direction du Généralat le Cardinal d'Ostrie que Jean III, Roger évêque de Carpentras, leur permet de bâtir, une synagogue et de fonder un cimetière, hors de la ville, moyennant une redevance annuelle de six livres d'épicerie. Leur synagogue (dont on ne trouve plus aucun vestige aujourd'hui), fut bâtie sur le terrain, choisi par l'évêque, au vieux quartier de la Fournaque, près des remparts. Elle y resta jusqu'en 1471-1472, où une bulle du pape, autorisa le transfert du ghetto, au milieu de la ville ; c'est là que nous trouvons le temple actuel, qui a été commencé de bâtir vers la fin du 16ème siècle pour être terminé vers les premières années du XVIIème siècle.

Le genre de labyrinthe, qui compose les locaux, du four à pains azymes (massott) et les anciennes piscines, donnent bien le caractère de leur époque.

En 1566, il fut renouvelé aux Israélites, de porter le chapeau jaune ; il leur fut interdit, de posséder aucun bien, à la campagne et de ne point faire commerce de marchandises neuves. Pendant ce temps, leurs oppresseurs ne furent pas favorisés du Très-haut, les catholiques et les protestants furent aux prises dans les provinces du Languedoc, du Dauphiné et du Comtat.

En 1570 au moment du siège de Nîmes, les affaires de guerre n'allaient pas très bien pour Carpentras, c'est alors, qu'on accusa les Juifs de profiter, de la situation difficile pour faire des opérations, d'argent à gros intérêt. On réclama pour eux, l'expulsion ; mais le pape Pie V ne voulut rien entendre, il laissa les Israélites tranquilles, tout en les obligeant de réduire les intérêts sur les arrérages.

En 1791, on abolit l'obligation, aux Juifs de porter le chapeau jaune, les portes du ghetto s'ouvrirent pour ne plus se refermer, et les Israélites purent rentrer à cheval, dans la ville leur liberté était conquise.

Rappelons, que sous le gouver de l'évêque d'Inguimbert en 1765, la synagogue actuelle dût subir un agrandissement, les Juifs fiers de leur maison de Dieu voulurent élever un dôme, qui dépassât en hauteur, le clocher de l'église St Siffrein, Monseigneur d'Inguimbert, vexé, en exigea la démolition malgré toute protection et l'autorisation du pape Clément XIII, qui était en faveur de ces Juifs.

La révolution dût amener, bien des adoucissements, aux enfants d'Israël, qui n'avaient qu'un seul crime, c'était celui d'être nés Juifs, de croire à leur Dieu et de ne vouloir se convertir au catholicisme ; mais leurs difficultés n'étaient pas à leurs fins. Quand, après avoir été chassés du Comtat, pour se répandre dans le midi de la France, temporairement, ils furent obligés de revenir dans les états du pape où ils trouvaient asile, à Avignon, l'Isle, Cavaillon, Carpentras ; arrivés dans ces pays, sans ressources, ils étaient obligés de faire des emprunts, avec l'autorisation du vice Légat d'Avignon et du gouverneur de la ville de Carpentras. Ces emprunts étaient faits, à des particuliers, appartenant à la noblesse et à l'église à qui, il fallait verser des rentes annuelles, quand la révolution se saisit des biens de la Communauté juive ; cette communauté, se voyant dépouillée, fut dissoute, et le gouvernement d'alors ne voulut pas se charger de ses dettes. Il fut donc obligé, de rendre aux Juifs le moyen de se reconstituer une communauté. C'est alors que leur synagogue, après avoir servi de salle de club, leur fut louée et reconstituée moyennant un loyer de douze francs par an.

De ce fait, les anciens créanciers voulurent être payés et forcèrent la main au gouvernement de l'époque, qui obligeât les Juifs à régler leurs vieux comptes. Nous avons sous la main des arrêtés du Préfet de Vaucluse, du 6 juillet 18/08 et qu'il serait trop long d'énumérer ici, donnant obligation d'acquitter ces dettes, qui furent terminées vers l'an 1824 et 1825, avec une déduction faite sur la totalité des chiffres par Louis XVIII en l'an 1822.

Après, ce que nous venons de décrire ci-dessus et les documents, que nous avons sous la main, il est reconnu, que Carpentras a été le berceau du midi de la France depuis le XVème siècle. C'est pourquoi, nous la dénommons à juste titre, la petite Jérusalem Française.

Le ghetto de Carpentras était devenu la nouvelle patrie de ces Juifs. Aujourd'hui, il ne reste plus, que quelques Israélites, dans cette ville. Le temple est fermé, faute de fidèles, et malgré son classement comme monument historique, il tombe faute de réparations.

Faut-il laisser perdre les vestiges de cette maison de prières ? Faut-il laisser entrer dans l'oubli de la nuit des temps cette vieille histoire Juive du Comtat ? qui fait l'admiration des savants et des touristes.

Faut-il laisser à l'abandon, et au vandalisme, de ce siècle, ces deux cimetières où reposent tant de rabbins, au milieu de leurs frères.

Cela est contraire, aux sentiments de celui qui écrit ces lignes ; c'est pourquoi, j'ai pris l'initiative, malgré mon âge avancé, de faire un appel moral, à tous les Juifs, qui aiment leur race, espérant, qu'un jour, peut-être, il viendra s'établir, quelques familles, industrielles et travailleuses, dans cette vieille cité comtadine, qui est Carpentras.

Il y a de la place.

Ulysse Mossé

Carpentras avril 1927